

L'INDE ET LES BRICS

EMERGENCE ECONOMIQUE ET PERSPECTIVES GÉOPOLITIQUES

PAR

JEAN-LUC RACINE (*)

Le succès de la formule « BRIC » lancée en 2001 par Jim O'Neill, alors à la tête de la recherche chez Goldman Sachs et aujourd'hui président de Goldman Sachs Asset Management, a sans doute surpris son auteur. Si cet acronyme a connu un si large écho, c'est qu'il a tout à la fois annoncé une profonde mutation en cours, celle des pays émergents portés par une croissance économique forte, et qu'il en a cristallisé la perception, jusque-là diffuse. Quand le concept est devenu incontournable, vers 2005, l'Inde entrait dans une phase de croissance impressionnante, à 9 %, une quinzaine d'années après la mise en place d'une politique de réforme prudente démantelant peu à peu le protectionnisme sous lequel le pays s'était construit après l'indépendance acquise en 1947. Pour une Inde qui fut longtemps symbole du sous-développement, les années 2000 ont confirmé que l'émergence était en marche. Etre dans les BRIC était symbole de reconnaissance en soi, mais témoignait aussi d'un mouvement historique, dépassant l'Inde et lui permettant d'échapper au seul duo sino-indien tournant pour l'heure à son désavantage.

Aujourd'hui, alors que les pays dits « avancés » connaissent en Europe une économie atone, que la croissance timide des Etats-Unis ne saurait masquer leur endettement vertigineux et que le Japon entre en récession, les BRICS poursuivent leur montée en puissance, mais à un rythme ralenti. Comment l'Inde se situe-t-elle dans ce quatuor, qui a organisé son premier sommet annuel en 2009 ? Si l'Inde fait assez bonne figure, elle reste une puissance émergente, à l'heure où la Chine s'impose comme une grande puissance, sur un mode très différent de celui de l'Amérique triomphante du XX^e siècle. Comme ses partenaires, l'Inde refuse de se laisser enfermer dans une configuration unique que porterait une poignée de grands émergents. Le cas indien, à cet égard, est particulièrement révélateur de la construction pragmatique d'un nouvel ordre mondial marqué par la multipolarité, par les géométries diplomatiques multiples et par les incertitudes limitant l'exercice de la puissance.

(*) Directeur de recherche émérite CNRS au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS, France) et vice-président d'Asia Centre.

Dans ce contexte en mouvement, nous chercherons à définir ce que dévoile, de forces et de faiblesses, le parcours indien, avant de tirer les leçons du positionnement de l'Inde au sein des BRICS et, plus largement, sur l'échiquier mondial.

LE PARCOURS INDIEN :
UNE EMERGENCE INACHEVÉE, MAIS INDÉNIABLE

L'Inde décolle, comme le disent les économistes. Son PIB a crû de 75 % entre 1991 et 2001 et a plus que triplé entre 2001 et 2011 pour atteindre à cette date 1 847 milliards de dollars, un chiffre très proche de celui de la Russie (1 857 milliards \$), presque deux fois moins que celui de l'Allemagne, à 3 570 milliards \$ (1). A ce titre, l'Inde se classe au 10^e rang mondial en terme de PIB en dollars courants en 2011, alors qu'elle était 16^e en 1991 (derrière les Pays-Bas) et 13^e en 2001 (derrière la Corée du Sud). Au fil de la décennie 2001-2011, le taux de croissance annuelle a connu cinq années supérieures à 8 %. La dynamique de croissance est plus nette encore si on prend en compte le PIB en parité de pouvoir d'achat : l'Inde s'affiche alors, en 2011, au 3^e rang mondial (4 533 milliards \$), loin derrière les Etats-Unis et la Chine, mais dépassant le Japon (4 383 milliards \$) et, dans l'ordre, l'Allemagne, la Russie, le Brésil, la France, le Royaume-Uni, l'Italie. En revanche, par habitant, l'image de l'Inde change : elle est 141^e, très loin des autres BRICS (Russie, 55^e ; Brésil, 58^e ; Afrique du Sud, 76^e ; Chine, 91^e) et à peine devant ses voisins, le Pakistan (153^e) et le Bangladesh (162^e). Un triste rang que confirme celui du pays sur l'échelle de l'indice de développement humain, où l'Inde est 134^e. Du moins l'Inde progresse-t-elle : l'espérance de vie moyenne est passée de 59 ans en 1993 à 66 ans en 2012 et, en 2010, 90 % des ruraux disposaient d'un accès à l'eau potable, fût-ce par une pompe publique. Sans doute les Objectifs du millénaire ne seront-ils pas atteints, comme escompté, en 2015.

Au-delà des données macro-économiques et des indices de développement, il est une dynamique indienne de l'entreprise qui a façonné une nouvelle façon de penser l'Inde, chez les Indiens des classes moyennes comme à l'étranger. On en connaît les points forts, à commencer par l'emblématique montée en puissance des technologies de l'information, qui ont vu naître des géants à partir de rien, comme Infosys, créé en 1981 par sept ingénieurs avec un capital de 250 dollars, ou par reconversion d'une entreprise d'huiles alimentaires, comme Wipro. La résilience des vieilles entreprises familiales devenues conglomérats modernes ouverts au monde a trouvé une parfaite illustration avec le groupe Tata, fondé en 1868, qui a racheté aussi bien le numéro 2 mondial Teatley pour Tata Tea en 2000, Jaguar et Land Rover pour Tata Motors en 2008 pour 2,3 milliards de dollars et un an plus tôt le sidérurgiste Corus pour Tata Steels pour 13 milliards de dollars. Au total,

(1) Les données chiffrées sont issues des indicateurs de la Banque mondiale.

Tata and Sons, présent dans 80 pays, compte 450 000 salariés pour un chiffre d'affaires cumulé de 100 milliards de dollars en 2011-2012 (2). Comme pour les groupes Godrej ou Mahindra, on est là aux antipodes du capitalisme flamboyant des nouveaux venus, pour ne pas dire des nouveaux riches, illustré par le groupe Reliance, fondé en 1966, aujourd'hui divisé en deux grandes entités par un conflit fratricide, mais plus puissant que jamais dans toutes sortes d'activités, du textile au polyester (premier producteur mondial), de la pétrochimie à l'exploration pétrolière et gazière, de la téléphonie aux supermarchés, ou d'un Lakshmi Mittal, qui a quitté l'Inde pour construire en une trentaine d'années le plus gros groupe sidérurgiste mondial.

Le secteur public, choyé par Jawaharlal Nehru au lendemain de l'Indépendance, n'est pas en reste : l'Oil and Natural Gas Corporation, major indienne de l'énergie (46 milliards de dollars de capitalisation en 2012) opère dans 15 pays, de l'Extrême-Orient russe au Kazakhstan, de la Birmanie au Vietnam, du Brésil à la Colombie, au Venezuela et à Cuba, des deux Soudan au Nigeria, de la Libye au Moyen-Orient (Iran, Iraq, Syrie) par sa filiale internationale ONGC Videsh Ltd. Dans le domaine spatial, l'Indian Space Research Organisation, sous tutelle étatique, pilote le programme national de satellites et de lanceurs. Sa filiale Antrax Corporation, depuis 1992, vise à commercialiser le savoir-faire indien à l'international, tandis qu'une première mission lunaire a témoigné en 2008 de la volonté de l'Inde d'être présente dans la course à l'espace : Chandrayaan 1 a mis en orbite des instruments indiens, européens et américains. En coopération avec l'agence spatiale russe, Chandrayaan 2 devrait poser un engin sur la Lune entre 2014 et 2016.

Cette Inde qui réussit a donné cours, au fil des années 2000, à une emphase portée par les grands médias indiens, organisateurs de colloques hauts de gamme, comme ceux de l'*Indian Express* sur « L'Inde en puissance » et de l'*Hindustan Times* sur « L'Inde inspirée » ou sur « L'Inde, future superpuissance ? », le point d'interrogation dans des essais à succès rédigés par des hommes d'affaires, parfois traduits en français comme les essais du haut fonctionnaire indien Pavan Varma, qui nous dit pourquoi le siècle qui commence sera « Le siècle de l'Inde » (3).

Pour leur part, les autorités indiennes entendent plus modestement, dans leurs déclarations internationales, donner à l'Inde « sa juste place dans le concert des nations ». Aux élections générales de 2004, le parti de la droite

(2) Patrick DE JACQUELOT, « Ratan Tata, la retraite d'une icône », *Les Echos*, 21 déc. 2012.

(3) Sekhar GUPTA, *et al.*, *India Empowered*, Viking, New Delhi, 2006 ; Neelesh MISRA / Zara MURAO (dir.), *Inspired India. Ideas to Transform a Nation*, Harper COLLINS, New Delhi, 2010 ; Namita BHANDARE (dir.), *India. The Next Global Superpower ?*, Roli Books, New Delhi, 2007 ; Vinay RAY / William L. SIMON, *Think India. The Rise of the Next Superpower*, Dutton, New York, 2007 ; Gurcharan DAS, *India Unbound. From Independence to the Global Information Age*, Viking, New Delhi, 2000, traduction française *Le Réveil de l'Inde*, Buchet Chastel, Paris, 2007 ; Pavan VARMA, *Le Défi indien. Pourquoi le XXI^e siècle sera le siècle de l'Inde*, Actes Sud, Arles, 2005. Au même moment, un consultant français averti, Michel Testard, publie *L'Appel de l'Inde*, Village mondial, Paris, 2006, pour éclairer le potentiel d'une Inde « incontournable mais difficile ».

nationaliste et hindouiste au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP), fait campagne sur le thème de « l'Inde qui brille ». Il échoue devant la coalition menée par le vieux parti centriste du Congrès, qui avait lancé la vague de réformes économiques en 1991, mais qui met alors en avant les préoccupations de l'homme de la rue, car l'essor économique, s'il bénéficie au pays, accroît les inégalités sociales et régionales. Chacun reconnaît que beaucoup reste à faire : enseignement primaire, santé publique, infrastructures ne sont pas assez financés. La sécurité énergétique est fragile et coûteuse : l'Inde importe les deux tiers de son pétrole et même 100 millions de tonnes de charbon par an. A en croire les statistiques officielles du National Sample Survey, la pauvreté aurait reculé en dix ans (1994-2004) de 37,2 % à 28,3 % dans le monde rural et de 32,6 % à 25,7 % chez les citoyens (4). Las, la Commission Tendulkar, mise en place par le gouvernement en 2009, revoit bientôt les chiffres de 2004 à la hausse : 42 % pour les campagnes, 31 % pour les villes, le taux national moyen gagnant ainsi dix points, de 27,5 % à 37,2 % d'une population comptant, depuis l'an 2000, plus d'un milliard d'habitants. Les indices Tendulkar donnent pour 2010 un taux de pauvreté moyen en baisse à 29,8 %, un chiffre à comparer à celui de la Banque mondiale, 32,7 % sur la base de 1,25 \$ par jour en parité de pouvoir d'achat, taux qui monte à 68,7 % quand le critère passe à 2 \$ par jour. Avec au moins 400 millions de pauvres, pour une population totale passée à 1,24 milliard d'habitants en 2011, l'Inde émergente reste donc un des grands foyers mondiaux de pauvreté, à égalité avec l'Afrique sub-saharienne. Au sein des BRICS, elle est, sur ce plan, très à la traîne.

Si les citoyens mal logés des grandes métropoles – *bustees* de Calcutta, *chawls* de Mumbai, *jhungiés* de New Delhi – restent relativement sous contrôle et, pour l'essentiel, travaillent dans le secteur informel, la tension des zones tribales sous le feu de l'exploitation des ressources forestières ou minières s'est sensiblement accrue au fil des ans dans un « corridor rouge » qui prend en écharpe, du nord au centre de l'Inde, plusieurs Etats, avec la résilience d'une insurrection révolutionnaire maoïste, celle des Naxalites, définie en 2008 par le premier ministre Manmohan Singh comme « *le problème de sécurité intérieure n° 1* ».

Avec une croissance en nette baisse, évaluée à 6,9 % pour 2011 par la Banque mondiale, l'Inde fait relativement bonne figure, face à la Russie (4,3 %) ou au Brésil (2,7 %), la Chine restant au-dessus du lot à 9,3 %, mais la courbe trimestrielle indienne est à la baisse et la croissance en 2012 devrait être de l'ordre de 5,3 %. Le pays doit faire face à des déficits publics conséquents, à des taux d'intérêt élevés, à une inflation jugulée mais préoccupante, à une dépréciation de la roupie qui pénalise plus les

(4) Utsa PATNAIK : « The Tendulkar Committee report on poverty estimation », *Current Affairs*, 5 janv. 2010. Patnaik juge cette hausse insuffisante, car les critères nutritionnels de définition de la pauvreté ont été abaissés injustement depuis des décennies.

importations qu'elle n'encourage les exportations – la balance commerciale est de longue date déficitaire. Les affaires de corruption se sont multipliées depuis 2010 et le gouvernement a donné l'impression d'être en panne d'initiatives, jusqu'à ce que, en septembre 2012, il relance un train de réformes très controversées dans le pays, mais cherchant à envoyer des signaux rassurant aux investisseurs étrangers avec, au premier chef, l'ouverture emblématique – mais sous conditions – du commerce de détail aux grandes enseignes internationales.

La croissance économique ralentit

Alors que l'Inde avait fait plutôt bonne figure au plus fort de la crise financière ayant éclaté en 2007 aux Etats-Unis et que certains analystes indiens voyaient même dans cette crise une opportunité stratégique pour gagner parts de marchés et accès à moindre coût aux technologies avancées (5), force est de constater aujourd'hui que les émergents, Inde et autres membres des BRICS, subissent le contrecoup du ralentissement de l'économie des pays avancés. Certes, le différentiel de croissance entre les grands émergents et le tandem Union européenne – Etats-Unis accrédite l'idée d'un glissement de la puissance de l'Ouest vers l'Est, mais ce mouvement favorise bien davantage la Chine que l'Inde, alors que la Chine elle-même devrait voir sa croissance ralentir à l'avenir.

Pour autant, on aurait sans doute tort de croire les mauvais augures. Après avoir dégradé la note de l'Inde à BBB- en avril 2012, Standard and Poor's publiait peu après une étude au titre provocateur, demandant si l'Inde serait « *le premier des anges déchus des BRIC* » (6). Baisse de confiance des investisseurs, ralentissement de la croissance, gouvernance critiquable, obstacles politiques, tentations populistes, leadership divisé dressaient un tableau incertain, l'étude concluant qu'il serait ironique de voir celui-là même qui avait lancé les réformes en 1991 – l'actuel premier ministre Manmohan Singh – présider à l'érosion potentielle des réelles avancées accomplies dans les années 2000. Non sans avoir souligné auparavant les atouts du pays : « *En dépit de ses récents problèmes, l'économie indienne demeure bien plus capable de faire face aux temps actuels d'incertitude globale accrue qu'elle ne le fut jadis, particulièrement au début des années 90, quand elle souffrit d'une crise de sa balance des paiements* ». En définitive, une réserve de devises de 250 milliards \$, une base productive dynamisée par des années de libéralisation graduelle, une classe moyenne en expansion, des entreprises compétitives à l'international, un secteur privé renforcé « *auguraient bien de la direction à long terme des politiques économiques* ».

(5) Cf. Jean-Luc RACINE, « L'Inde : la crise comme opportunité stratégique ? », in François HEISBOURG, *Les Conséquences stratégiques de la crise*, Odile Jacob, Paris, 2010, pp. 87-104.

(6) Joydeep MUKHERJEE / Takahira OGAWA, *Will India be the first BRIC fallen angel ?*, Global Credit Portal, Ratings Direct, Standard & Poor's, 8 juin 2012.

Confiance économique et affirmation stratégique

En 2006, à la Conférence de Munich sur la sécurité – le grand rendez-vous annuel sur les questions stratégiques et la politique internationale –, le représentant indien, conseiller national à la sécurité, avait déclaré : « *Il est clair pour nous que le développement économique, les partenariats fondés sur la connaissance et les manifestations du soft power sont aussi importants pour conduire notre politique étrangère et pour atteindre nos objectifs stratégiques que notre capacité de défense et notre compétitivité technologique* » (7).

À cet égard, le changement d'image suscité par l'ouverture de l'Inde au monde après des décennies de protectionnisme et l'élargissement de ses capacités financières ont suscité un double mouvement, économique et stratégique : alors que le parti du Congrès avait, en 1991, engagé le processus de libéralisation de l'économie en conformité avec l'air du temps, la droite nationaliste du BJP n'avait pas craint, sitôt arrivée au pouvoir en 1998, d'aller à contre-courant, en procédant à cinq essais nucléaires militaires définis comme tels – à l'inverse du premier essai conduit en 1974. La confiance dans l'avenir économique de l'Inde se doublait donc d'une affirmation stratégique prête à faire face aux sanctions, imposées entre autres par les Etats-Unis. Le pari fut réussi, car le dialogue engagé alors entre Washington et New Delhi déboucha dès 2000 par une visite d'Etat prometteuse de Bill Clinton, qu'amplifia George W. Bush en négociant avec le Congrès comme avec la communauté internationale un statut d'exception pour accorder à l'Inde, non signataire du Traité de non-prolifération, l'accès aux technologies du nucléaire civil, accord conclu en 2008. Victoire emblématique pour New Delhi, jouant le partenariat avec une administration américaine prête « *à aider l'Inde à devenir une grande puissance du XXI^e siècle* ». Cette affirmation indienne a des conséquences directes sur ses capacités militaires : le pays est devenu, à compter de 2004, le premier importateur d'armes au monde, devant la Chine, et développe un programme de missiles à tête nucléaire qui lui permette de dissuader non seulement le Pakistan voisin, mais surtout Pékin – c'est bien l'objectif d'Agni V, missile de 5 000 km de portée, dont le premier essai a eu lieu le 19 avril 2012. Dans le même temps, la politique de normalisation des relations avec la Chine a permis à cette dernière de devenir, derrière l'Union européenne et devant les Etats-Unis, le deuxième partenaire commercial de l'Inde – ou le troisième, si on agrège l'Arabie saoudite et les émirats du Golfe, pétrole oblige.

Cette dualité des relations sino-indiennes, à l'heure même du rapprochement indo-américain, illustre à sa façon l'ambiguïté du concept de BRICS et appelle à analyser comment l'Inde trouve sa place dans cet ensemble, mais aussi en dehors de lui.

(7) Speech by India National Security Adviser M.K. NARAYANAN, 42^e Conférence de Munich sur la politique de sécurité, 5 fév. 2006.

L'INDE DANS LES BRICS

Formule d'économiste lancée en 2001, les BRIC ont donné une consécration institutionnelle et étatique à ce concept, en organisant leur premier sommet en Russie, en 2009. Depuis, trois autres sommets annuels ont suivi, les BRIC devenant en 2011 les BRICS en s'agrégeant l'Afrique du Sud : un choix emblématique autant qu'économique. Pourquoi l'Afrique du Sud, 29^e PNB mondial en 2011 selon le FMI, et pas le Mexique, l'Indonésie, la Turquie, voire l'Iran, qui tous pèsent plus qu'elle ? D'évidence, parce que l'Afrique du Sud est, loin devant le Nigeria, le pays africain au PNB le plus conséquent et parce que Pretoria mène une politique internationale active. Des BRIC aux BRICS, le groupe devenait réellement transcontinental. En outre, Pékin a poussé à l'intégration de l'Afrique du Sud, en y voyant un des pivots de ses intérêts économiques en Afrique. En une dizaine d'années, on a donc observé un double processus : d'une part, un essor économique anticipé par l'étude séminale de Goldman Sachs et, d'autre part, un élargissement géopolitique porté par les BRICS, mais ne se bornant pour aucun de leurs membres au cercle de leur acronyme.

Dans les deux volets sous lesquels on peut analyser les BRICS, celui de la dynamique économique des émergents qui constituent ce groupe et celui de l'institutionnalisation des sommets de chefs d'Etat et de gouvernement, l'Inde tient toute sa place. Second pays du monde par sa population, nettement plus jeune que celle de la Chine et appelée à prendre la première place mondiale vers 2030, l'Inde entre sans conteste dans les rangs des grands émergents. Partant de plus bas que le Brésil et la Russie, elle les rattrape en termes de PNB comme on l'a vu. Son statut de puissance nucléaire ne vaut pas à lui seul certificat de respectabilité, mais, combiné à un respect des règles de non-prolifération vers des tiers, à des forces armées conséquentes et à une tradition diplomatique fortement marquée par le non-alignement, l'Inde, héritière d'une des civilisations les plus accomplies de l'histoire humaine, est consciente de son potentiel, voire de son destin. Elle est aussi consciente de ses faiblesses et n'en formule pas moins des ambitions qui tiennent pour partie à ses propres forces et pour partie aux moyens disponibles pour réformer, avec d'autres, le système multilatéral mis en place à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Divergences : le problème chinois

C'est ici que les BRICS montrent leur ambiguïté. Sur un point essentiel, celui de la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, trois membres permanents – la Russie, la France, la Grande-Bretagne – soutiennent sans réserve la position indienne, qui demande un élargissement du nombre des membres permanents et des non-permanents, pour mieux rendre compte de la réalité du monde d'aujourd'hui. Les Etats-Unis ont tardivement rejoint cette position, en 2010. Seule la Chine tergiverse et, du coup, la déclaration du dernier sommet des BRICS se contente de ce très diplomatique entre-

deux : « *La Chine et la Russie réitèrent l'importance qu'ils attachent au statut du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud dans les affaires internationales et soutiennent leur aspiration à jouer un rôle plus important aux Nations Unies* » (8). C'est donc hors des BRICS que l'Inde plaide pour cette réforme du Conseil de sécurité, dans un G4 où elle a à ses côtés le Brésil, l'Allemagne et le Japon, eux aussi candidats à un titre de membre permanent, une ambiguïté persistant quant au pays africain pouvant les rejoindre – l'accès de l'Afrique du Sud au rang des BRICS lui donne une avance sur le Nigeria, trois fois plus peuplé qu'elle.

A fortiori la Chine entend-elle contenir la poussée indienne en Asie. Alors que la Russie soutient clairement la candidature de l'Inde à l'Organisation de coopération de Shanghai – où elle n'est qu'observatrice – et à la trans-Pacifique Asia Pacific Economic Cooperation (APEC), la Chine a tenté sans succès de contrer l'admission de l'Inde comme membre fondateur du forum annuel qu'est l'East Asia Summit, établi en 2005. En revanche, elle a réussi à bloquer l'accession de l'Inde à l'ASEAN+3 (Chine, Japon, Corée du Sud) pour en faire une ASEAN+4, ce qui n'empêche pas l'Inde de conduire un dialogue bilatéral avec l'ASEAN. De même, la Chine ne suit pas la Russie quand celle-là s'engage à favoriser l'accession de l'Inde au Groupe des fournisseurs de nucléaire (9).

Convergences : OMC, FMI, climat

Pour autant, les domaines de convergence ne manquent pas. Ils portent principalement sur les questions économiques mondiales, entre autres à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), d'où l'enlisement du Cycle de Doha, en raison de divergences de fond sur les questions agricoles entre les émergents – l'Inde fut très active sur ce dossier – et le duo Union européenne–Etats-Unis, accusé de subventionner à l'excès ses agriculteurs. Sur le plan financier, les BRICS entendent poursuivre la réforme du Fonds monétaire international, esquissée en 2011 au détriment des pays européens surreprésentés. La réforme, une fois menée à terme, devrait faire entrer la Chine, l'Inde, la Russie et le Brésil dans le lot des dix Etats les plus puissants du FMI, la Chine au troisième rang (10) : pour l'heure, cette dernière compte 3,81 % des votes, soit moins que la France ou le Royaume-Uni ; la Russie et l'Inde, 2,39 % et 2,34 %, soit moins que l'Arabie saoudite ; le Brésil 1,72 %, soit moins que les Pays-Bas ou la Belgique ; l'Afrique du Sud 0,77 %, soit moins que l'Autriche, les Etats-Unis comptant à eux seuls 16,75 % des voix et le Japon 6,23 % (11).

(8) 4th BRICS Summit, Delhi Declaration, 29 mars 2012, §26.

(9) Sur les positions russes en faveur de l'Inde, cf. Joint Statement on the 13th India-Russia Annual Summit, « Partnership for mutual benefit and a better world », New Delhi, 24 déc. 2012.

(10) FMI, *IMF Quotas Factsheet*, 24 août 2012.

(11) FMI, *IMF Members' Quotas and Voting Power, and IMF Board of Governors*, 31 déc. 2012.

Les questions environnementales ont illustré tout autant les positions convergentes des BRIC, particulièrement au Sommet de Copenhague sur le changement climatique de 2009, où on vit les BRIC ouvrir leurs discussions au président Barack Obama, au détriment de la ligne proposée par l'Union européenne. Depuis, de la Conférence de Cancún (2010) à celles de Durban (2011) et de Rio+20 (2012), la ligne des BRICS est confirmée, l'Inde étant active sur ce dossier, alors même que la Chine devenait le premier émetteur de CO₂ : rappeler la responsabilité historique des pays industrialisés – l'URSS étant oubliée –, réaffirmer la prééminence des impératifs de développement, récuser les contrôles imposés de l'extérieur, tout en s'engageant chacun vers une politique nationale de développement durable. Certes, la Conférence de Doha, en décembre 2012, a engagé pour la première fois les pays émergents, contrairement au Protocole de Kyoto, mais l'accord au *forcing* imposé par le Qatar ne fait en réalité que reporter à 2015 la rédaction d'un véritable nouveau protocole. Du moins l'Inde a-t-elle prêché à Doha pour que tous, pays émergents et pays en développement inclus, baissent leurs émissions de CO₂, elle-même s'engageant volontairement à réduire en 2020 ses émissions de 20 à 25 % par rapport à 2005 (12).

Au total, si l'Inde n'entend pas s'enfermer dans les seuls BRICS, qui se définissent du reste comme « une plate-forme de dialogue et de coopération », elle y trouve, outre le statut reconnu d'un grand pays émergent, suffisamment de convergences avec ses partenaires pour en tirer parti : la mise en avant de la « centralité du développement », la nécessité du multilatéralisme, celle de la « coordination macro-économique renforcée » que doit faciliter le G20, auquel l'Inde avait été conviée dès l'origine, en 1999, quand n'y participaient que les ministres des Finances – elle avait présidé le groupe en 2002. Tout cela, repris dans la déclaration du Sommet des BRICS de 2012, lui convient. Comme lui conviennent les appels répétés à penser aux pays en développement, au-delà des seuls émergents : un propos qui fait écho, dans les configurations actuelles, au rôle que l'Inde s'est volontiers attribué jadis comme leader des non-alignés.

Sur un plan diplomatico-stratégique, la posture générale des BRICS lui convient aussi. Elle a dénoncé l'intervention militaire en Libye, qui outrepassait la résolution 1973, sur laquelle l'Inde s'était abstenue lors du vote à l'ONU, comme la Chine, le Brésil et la Russie, l'Afrique du Sud ayant voté pour, tout en demandant un cessez-le-feu « immédiat » (13). Sur l'Iran, le refus de toute opération militaire s'accompagne d'un appel à la négociation et au respect de ses engagements pris par Téhéran et, sur la Syrie, l'Inde, comme les autres BRICS, a mis en avant, dès le départ, le respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale du pays, tout en se prononçant pour des négociations entre le régime et les insurgés.

(12) Betwa SHARMA, « At the Doha Summit, India pushes developed nations to cut emissions », *The New York Times*, 30 nov. 2012.

(13) En mars 2011, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud (qui allait rejoindre les BRICS un mois plus tard) se trouvaient être tous trois membres non permanents du Conseil de sécurité.

Rapprochement indo-américain et diplomatie tous azimuts

Nous sommes pourtant loin d'un bloc anti-occidental : trop de liens économiques et commerciaux unissent chacun des BRICS à l'Europe et aux Etats-Unis. Si les BRICS dans l'ensemble n'aiment ni le droit d'ingérence, fût-il humanitaire, ni la propension des pays occidentaux au changement de régime, la politique d'abstention à l'ONU a valu des critiques acerbes à l'encontre de ces émergents qui veulent siéger de façon permanente au Conseil de sécurité, mais qui choisissent trop souvent « *le confort de l'entre-deux et la maîtrise de l'inactivité* » (14), étant entendu qu'il ne suffit pas « *aux aspirants au siège de membre permanent du Conseil de sécurité de simplement exprimer leurs réservations compréhensibles envers l'organisation onusienne : il leur faut aussi proposer des approches alternatives pour rendre le Conseil plus efficace* » (15).

Deux éléments doivent être pris en compte pour bien comprendre la position indienne. En premier lieu, New Delhi a conduit au fil des années 2000 une active politique de rapprochement avec les Etats-Unis. Au-delà de la rhétorique réunissant « la plus vieille et la plus grande des démocraties du monde », le poids économique grandissant et les promesses du marché indien mis en lumière par les analystes de Goldman Sachs ainsi que le statut de démocratie parlementaire pluriculturelle, cher aux néo-conservateurs américains, ont nourri une redéfinition significative de la politique étrangère américaine en faveur d'une Inde trop proche de l'URSS au temps de la Guerre froide. Au même moment, l'Union européenne, premier partenaire commercial de l'Inde, signait avec cette dernière un accord de « partenariat stratégique » en 2004, sans lui donner pour autant un solide contenu géopolitique. A l'inverse, Washington, en concluant la même année un accord intitulé « Prochaines avancées du partenariat stratégique » (16) et en amplifiant des manœuvres militaires conjointes, terrestres et navales, escomptait bien en tirer des dividendes géopolitiques. L'administration américaine comprit toutefois assez vite que l'Inde, prête pour un partenariat, n'entendait pas conclure une alliance, ni sous la forme d'un « arc des démocraties » regroupant les alliés de Washington en Asie-Pacifique (Japon, Australie, Singapour) et encore moins comme bastion sud-asiatique d'une politique d'endiguement à l'égard de la Chine. Un éminent analyste indien, favorable au rapprochement avec les Etats-Unis, l'avait clairement dit dans un ouvrage intitulé « *Alliés impossibles* » : « *Tandis que l'Amérique préfère diriger, il n'est pas dans la tradition indienne d'être le partenaire junior d'une alliance* » (17).

(14) Waheguru Pal SINGH SIDHU, « Anna and the Syria dilemma », *Livemint.com & the Wall Street Journal*, 22 août 2011.

(15) Waheguru Pal SINGH SIDHU, « The limit of abstentions at UNSC », *Livemint.com and the Wall Street Journal*, 13 juin 2011.

(16) US Government. Bureau of Industry and Security. Department of Commerce, « Announcement of US-India. next steps in strategic partnership », sept. 2004. L'accord ouvrait la porte à des coopérations « sensibles » en matière d'énergie nucléaire, de programmes spatiaux civils et de hautes technologies.

(17) C. Raja MOHAN, *Impossible Allies. Nuclear India, United States and the Global Order*, India Research Press, New Delhi, 2006, p. 278.

Il convient donc d'être plus subtil : le grand jeu mondial dans lequel l'Inde s'est engagé tient moins de l'échiquier où il faut faire échec et mat que du tablier de go, le *wei qi* cher à Henry Kissinger dans son interprétation de la Chine, où se déploie des stratégies d'encerclement, qui se traduisent dans la diplomatie d'aujourd'hui en de complexes croisements multidirectionnels. L'Inde n'a jamais voulu des blocs : elle entend aujourd'hui consolider sa – lente – montée en puissance par une diplomatie tous azimuts au service d'une « autonomie stratégique » aussi large que possible, dans un monde interdépendant. La formalisation des BRIC en 2009 et leur élargissement aux BRICS en 2011 s'inscrivent dans cette stratégie, tout comme sa capacité à conduire en même temps une politique de rapprochement avec les Etats-Unis et une politique de normalisation – méfiante – avec la Chine ; et une politique de coopération de sécurité avec Israël – son second pourvoyeur d'armes après la Russie –, tout en votant pour donner à la Palestine le statut d'observateur à l'ONU en novembre 2012 – comme tous les BRICS.

En sus du rapprochement avec les Etats-Unis, New Delhi entend donc définir avec ses partenaires des BRICS, comme avec des non-BRICS, d'autres géométries croisées. La liste en serait longue, du Mouvement des non-alignés, qui sert encore à faire passer des messages à ses 120 membres, y compris aux bêtes noires de Washington (18), aux relations bilatérales privilégiées, baptisées ou non « partenariats stratégiques » – entendons des dialogues de haut niveau pouvant déboucher sur toutes sortes de coopérations – établis avec une bonne quinzaine de pays dont, hors BRICS, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et le Japon, mais aussi le Vietnam (2007), le Nigeria (2007), le Kazakhstan (2009), l'Afghanistan (2011), le Tadjikistan (2012). Tous n'ont évidemment pas la même valeur, mais tous s'intègrent dans une stratégie commune, qui fait place aussi aux associations régionales inégalement efficaces : Association régionale pour la coopération en Asie du Sud, qui regroupe l'Inde et ses voisins (SAARC), l'Initiative de la baie du Bengale pour la coopération multisectorielle technique et économique (BIMSTEC, acronyme au départ de Bangladesh, India, Myanmar, Thailand Economic Cooperation), l'Association Régionale pour la Coopération des pays riverains de l'Océan Indien (IOR-ARC)... Là encore, toutes n'ont pas le même poids et il est plus important pour l'Inde d'être adoubée membre du G20 ou membre des BRICS. Néanmoins, toutes ces organisations, d'une certaine façon, permettent une présence indienne dans son « voisinage élargi », au service de sa sécurité énergétique – d'où les liens renforcés avec le Conseil de coopération du Golfe – ou en marquant des points chez les voisins de la Chine.

Deux autres configurations méritent une attention particulière, car elles se déploient au sein des BRICS, l'Inde étant le seul membre des deux

(18) Parmi les trois derniers sommets du Mouvement, deux ont eu lieu à Cuba (2006) et un en Iran (2012). Le prochain est prévu au Venezuela (2015).

triangles définis, d'une part, avec la Russie et la Chine et, d'autre part, avec le Brésil et l'Afrique du Sud.

Les deux triangles au sein des BRICS : RIC et IBAS

Sur le plan géopolitique, les prémices des BRICS sont à rechercher dans la proposition du premier ministre russe Evgueni Primakov, formulée lors d'une visite en Inde en 1998, en faveur d'un « triangle stratégique » reliant Russie, Inde et Chine. Cette proposition de Moscou, cherchant à contrer l'unilatéralisme américain, reprenait à son compte une initiative d'Inder Kumar Gujral, fugace Premier ministre indien en 1997. Un an plus tard, le gouvernement indien avait changé et la proposition russe ne recueillit ni de Pékin ni de New Delhi le soutien attendu. En 2000, l'accession de Vladimir Poutine à la présidence de la République allait faire revivre les liens indo-russes, en déclin sous Boris Elstine : dès octobre, l'Inde signait avec la Russie son premier « partenariat stratégique ». Pour autant, « le triangle de Primakov » n'était pas enterré : en visite à New Delhi en février 2002, le ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov relance la proposition, un mois après la visite à New Delhi du premier ministre chinois Zhu Rongji, dans un nouveau contexte, celui du terrorisme international illustré par les attentats du 11 septembre et de la présence accrue des forces américaines aux marges de la Russie et de la Chine, en Afghanistan et en Asie centrale. En marge de l'Assemblée générale de l'ONU, les ministres des Affaires étrangères des trois pays se retrouvent en septembre 2002 : les rencontres se succèdent, jusqu'à ce que le groupe des trois formalise en 2005, à Vladivostok, son premier sommet « RIC », Russie, Inde, Chine. Pour faire bonne mesure, on parle moins « triangle stratégique » – personne n'y croirait, vu le contentieux frontalier sino-indien et les arrière-pensées de New Delhi face à la montée en puissance militaire de la Chine – que « coopération trilatérale » que justifient des préoccupations partagées et des intérêts communs. Toutefois, l'essentiel est ailleurs : il s'agit bien d'un forum, désormais annuel, où se forge la réflexion sur la multipolarité naissante, nécessaire contrepoids à l'unilatéralisme manifeste de l'administration Bush.

Alors même que l'Inde s'intègre au triangle eurasiatique Russie-Inde-Chine, elle travaille en parallèle à une autre configuration, transcontinentale, qui se formalise en marge du sommet du G8 d'Évian qui accueille le 1^{er} juin 2003, parmi les treize membres du « dialogue élargi », le premier ministre indien Atal Behari Vajpayee, le président brésilien Luis Inacio Lula da Silva et le président sud-africain Thabo Mbeki. Le « Forum de dialogue Inde-B Brésil-Afrique du Sud » (IBAS ou, en anglais, IBSA) prend ainsi corps dès le 6 juin 2003 par la Déclaration de Brasilia, qui met en avant leur statut de « *vibrantes démocraties de trois régions du monde en développement, actives à l'échelle mondiale, et désireuses d'examiner les questions relevant de l'agenda international et celles relevant de leurs intérêts communs* ». La réforme de l'ONU, la nécessité d'une mondialisation inclusive, le Cycle de Doha et l'architecture financière

internationale, le développement durable sont mentionnés. La coopération entre les trois pays portera aussi sur les questions de sciences et technologies et explorera les possibilités de coopération de défense (19). Les réunions ministérielles se succèdent, comme celles des chefs d'Etat et de gouvernement – souvent en marge des grands sommets mondiaux –, jusqu'à ce que la formalisation des rencontres au plus haut niveau soit manifeste, avec la première « Rencontre au sommet IBAS », à Brasilia, en 2006. Depuis les sommets annuels ont toujours veillé à conforter et à élargir l'agenda de ces « *trois démocraties multiethniques et multiculturelles, déterminées à contribuer à la construction d'une nouvelle architecture internationale* », pour reprendre l'autodéfinition figurant sur le site de l'IBAS (20).

L'Inde et le « camp démocratique »

Entre le triangle RIC et le triangle IBAS, l'Inde balance-t-elle ? D'un côté, des pays incontournables, membres du Conseil de sécurité, partenaire de défense essentiel pour l'un – la Russie –, partenaire commercial essentiel pour l'autre – la Chine, dont la montée en puissance est du reste vue avec suspicion, Pékin jouant aussi au *wei qi* autour de l'Inde, construisant des ports au Myanmar, au Bangladesh, au Sri Lanka, au Pakistan, développant pour Islamabad un programme nucléaire « civil » hors contrôle de l'AIEA, rappelant régulièrement que le contentieux frontalier demeure. De l'autre, de vrais émergents, démocraties parlementaires plus ouvertes que le régime chinois ou que le raidissement poutinien. Faut-il voir dans la posture indienne une manière d'assurance stratégique, un pied dans chaque triangle ? Le 4 février 2012, après concertation avec Brasilia, l'Inde et l'Afrique du Sud votent au Conseil de sécurité pour une résolution sur la Syrie soutenue par la Ligue arabe en faveur d'une transition politique vers un système démocratique. Pour, comme les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, alors que Chine et Russie usaient de leur droit de veto. Faut-il y déceler, après les abstentions passées, une « fissure » dans les BRICS ? L'IBAS a-t-elle vraiment « *vocation à se désolidariser du couple sino-russe pour promouvoir une gestion des conflits qui exclurait les interventions extérieures, autres que régionales et pacifiques* » (21) ? La vérité est sans doute, comme toujours, plus nuancée.

De même, les pressions américaines sur l'Inde ont amené New Delhi à voter par deux fois comme Washington sur le dossier nucléaire iranien, sans convaincre ceux qui, aux Etats-Unis, considèrent que leur pays a trop joué la carte indienne et que l'Inde ne peut que décevoir, car « *New Delhi continuera à faire ce que lui commande son intérêt national en termes étroitement tactiques* » (22). A l'heure où l'administration Obama II doit

(19) « Brasilia Declaration », India-Brazil-South Africa Dialogue Forum, 6 juin 2003.

(20) Cf. le site Internet de l'India-Brazil-South Africa Dialogue Forum www.ibsa-trilateral.org/.

(21) Christophe JAFFRELOT, « Des fissures dans les BRICS ? », *Alternatives internationales*, n° 054, mars 2012.

(22) American Enterprise Institute, « *Is the US-India relationship oversold ?* », Débat à Washington D.C., 9 avr. 2012.

mettre en place la stratégie du « pivot asiatique » – ce rééquilibrage américain en direction de l'Asie Pacifique –, l'Inde a un rôle à jouer dans le dispositif, mais, pour elle comme pour les autres voisins de la Chine, il s'agit essentiellement d'équilibrer l'expansion chinoise avec l'appui américain, pas de heurter de front Pékin.

Le débat interne aux analystes américains est à cet égard significatif. Chaud partisan du rapprochement entre les Etats-Unis et l'Inde, Ashley Tellis note contre les sceptiques que, sur le long terme, ce rapprochement portera ses fruits « *moins par ce que l'Inde fera pour les Etats-Unis que par ce qu'elle fera pour elle-même et pour ce qu'elle deviendra* » (23). Parallèlement, le même Tellis critique les experts indiens qui ont plaidé dans un rapport très commenté pour une « *grande stratégie* » indienne fondée sur une nouvelle politique de « *non-alignement 2.0* » (24). Pour lui, « *quand l'interdépendance économique coexiste avec la compétition entre Etats – comme c'est le cas aujourd'hui – un pays doit maximiser ses gains relatifs par des affiliations renforcées avec un petit nombre d'amis et d'alliés [...] Pour réussir, l'Inde a besoin de tels liens économiques, politiques et militaires avec les puissances amies-clefs – à commencer par les Etats-Unis* » (25).

C'est précisément ce choix que les décideurs de New Delhi – et pas seulement les auteurs du rapport sur le non-alignement – se refusent d'opérer, en gardant un maximum d'options ouvertes. L'appartenance aux BRICS, comme forum étatique, compte moins dès lors que l'appartenance aux BRICS en tant que puissance économique émergente et c'est bien pour cette raison que les BRICS se définissent eux-mêmes, sur le plan institutionnel, comme « *une plate-forme de dialogue et de coopération entre pays qui représente 43 % de la population mondiale* » (26) – et 18 % du PNB mondial en 2012, sans doute un tiers en 2030 (27).

AU-DELÀ DES BRICs : L'INDE ET LA GOUVERNANCE MONDIALE

In fine, la cristallisation qu'a favorisée le concept de BRIC autour des grands pays non occidentaux demeure une source d'ambiguïté, sinon de confusion. Chacun sait que les BRICS ne sont ni un bloc, ni un club des émergents – et des ré-émergents – et les limites de leurs actions conjointes sont aisées à tracer. Exemple en 2011 : les cinq pays n'ont su se mettre d'accord pour proposer des candidats communs aptes à sortir des habitudes qu'ils dénoncent, tant au FMI qu'à la Banque mondiale. Une Européenne

(23) Ashley TELLIS, « Ebb and Tide. Has the US-India strategic partnership bombed ? », *Force*, déc. 2011, p. 37.

(24) Sunil KHILNANI *et al.*, *Nonalignment 2.0. A Foreign and Strategic Policy for India in the Twenty First Century*, Centre for Policy Research, New Delhi, 2012.

(25) Ashley TELLIS, *Non-Alignment Redux. The Perils of Old Wine in New Skins*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, 2012, p. 1.

(26) BRICS Summit Statement, 2012, *op. cit.*

(27) Arvind SUBRAMANIAN, « BRICS share of global GDP will go up from 188 to 26 % over the next decade », *The Economic Times*, 6 juin 2012.

a été élue à la tête du FMI plutôt qu'un Mexicain, tandis qu'un citoyen américain – fût-il d'origine coréenne – l'a été à la tête de la Banque, plutôt qu'un Nigérian. Cela étant, derrière les premiers rôles, Min Zhu, ancien haut responsable de la Banque centrale de Chine, est devenu Directeur général adjoint du FMI et Kaushik Basu, ancien conseiller économique du gouvernement indien, est devenu vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale. De même, on ne saurait s'étonner que la réflexion annoncée au sommet des BRICS de 2012 pour créer une nouvelle banque de développement finançant des projets « dans les BRICS, les autres économies émergentes et les pays en développement » n'ait encore porté ses fruits. Et c'est aller vite en besogne que de suggérer que les sommets des BRICS n'existent « *que pour la photo* » (28).

Faut-il quand même déconstruire les BRICS ? L'attaque en règle la plus aiguisée lancée contre le concept exposé par Goldman Sachs vient d'un compétiteur américain. Elle est portée par le responsable des marchés émergents chez Morgan Stanley, un financier d'origine indienne, Ruchir Sharma, qui considère qu'il faut regarder au-delà des BRICS et se mettre en quête de « *nouveaux miracles économiques* » : la Chine va ralentir et les attentes vis-à-vis de la Russie, de l'Inde et du Brésil sont « *surfaites* » ; ni l'oligarchie russe qui contrôle l'Etat, ni le « *capitalisme népotique* » indien (*crony capitalism*), ni l'effet de ciseaux entre exploitation accrue des ressources naturelles et ralentissement du secteur manufacturier brésilien ne garantissent que les courbes de croissance tirées par Jim O'Neill se vérifient (29). Un pas plus loin, Sharma, dans *Foreign Affairs*, parle des BRIC « *brisés* », ajoutant : « *Rien n'a plus contribué à rendre les idées confuses sur l'économie mondiale que le concept des BRIC. Hormis leur statut de plus grande économie dans leur région respective, les quatre grands marchés émergents n'ont jamais eu beaucoup en commun. [...] Il y a peu de chance qu'ils croissent à l'unisson [...] Penser par acronymes est problématique, car dès que l'un d'entre eux réussit, il tend à verrouiller les observateurs dans une vision du monde qui est vite périmée* » (30)... Qu'il faille penser au-delà des BRICs, Jim O'Neill fut le premier convaincu, puisque dès 2005 il formula le concept des « *Onze suivants* », poursuivi en 2007. Parmi ces onze, nulle trace de l'Afrique du Sud et seuls le Mexique et peut-être la Corée du Sud pouvaient espérer peser autant globalement que chacun des BRIC (31).

Depuis, d'autres acronymes ont été proposés : IBSATI, pour ajouter l'Indonésie et la Turquie au trio Inde Brésil Afrique du Sud, et mieux opposer

(28) Jim HARDLEY, « For group of 5 nations, acronym is easy, but common ground is hard », *The New York Times*, 29 mars 2012.

(29) Ruchir SHARMA, *Breakout Nations : In Pursuit of the Next Economic Miracles*, W. W. Norton & Company, New York, 2012.

(30) Ruchir SHARMA, « Broken BRICs. Why the rest stops rising », *Foreign Affairs*, nov.-déc. 2012.

(31) Jim O'NEILL *et al.*, « How solid are the BRICs ? », Goldman Sachs (Global Economics Paper, n° 134), 2005 ; Dominic WILSON / Anna STUPNYTSKA, *The N-11. More than an Acronym*, Goldman Sachs (Global Economics Paper, n° 153), 2007. Les « Next 11 » sont le Bangladesh, la Corée du Sud, l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, le Mexique, le Nigeria, le Pakistan, les Philippines, la Turquie et le Vietnam.

les démocraties émergentes au tandem sino-russe (32) ; le BICIs, si l'Indonésie remplaçait la Russie dans le groupe de tête des émergents (33) ; les CIVETS (Colombie, Indonésie, Vietnam, Egypte, Turquie, Afrique du Sud), deuxième vague après les BRIC, pour lesquels la Banque HSBC a créé un fonds de placements spécifique (34). Aucun n'a eu le succès des BRIC, mais tous témoignent d'un fait essentiel : une dynamique est en marche. O'Neill l'avait précisé, la montée en puissance des BRICs telle qu'il l'avait prédite était hypothétique, comme le sont les placements des banques d'affaires : en termes d'économie et de marchés, « *la capacité des BRICs à influencer les dynamiques globales dépend de leur capacité à mettre en œuvre et à poursuivre des politiques favorables à la croissance* » (35).

Le bilan qu'il dresse à cet égard dans une note de conjoncture à la mi-2012 n'est pas très favorable à l'Inde, jugé « *le plus décevant des BRICs* » (36). C'est toutefois là une note de conjoncture, avant la nouvelle vague de réforme décidée par le gouvernement indien en septembre.

Le vrai danger n'est donc pas tant de s'enfermer dans le concept des BRIC que de suivre les fluctuations des taux trimestriels de croissance, d'endettement ou d'investissements étrangers en perdant de vue l'essentiel : les BRIC et les émergents qui les suivent portent aujourd'hui une part considérable de la croissance mondiale, leur poids va continuer à augmenter et il faudra bien que la gouvernance mondiale finisse par en tenir compte. L'Union européenne, si volontiers productrice de normes, n'a-t-elle pas été appelée par les BRICS à plus de responsabilité dans sa gestion de la crise de l'euro ? Les débats sur la montée en puissance de l'Asie et sur les équations géopolitiques du futur, quand l'Inde sera troisième puissance économique mondiale (vers 2040 ?) abordent une question qui ne peut être tranchée, mais qui est décisive pour l'avenir. Les configurations binaires esquissées au fil des années 2000, duo « Chindia » (37) ou G2 sino-américain vu comme un mirage ou comme une réalité (38), les visions asiatistes affichant « *l'irrésistible transfert de puissance vers l'Orient* » (39) ou les espoirs de condominium démocratique entre l'Inde et les Etats-Unis (40) ne dessinent que des options qui, vues de New Delhi, sont sans doute

(32) Ted PICCONE / Emily ALINIKOFF, « Rising democracies Take on Russia and China », *The National Interest*, 17 fév. 2012.

(33) « BRICs and BICIs », *The Economist*, 26 nov. 2009.

(34) John GREENWOOD, « After BRICs, CIVETS ? », *Wall Street Journal*, 18 sept. 2011.

(35) Jim O'NEILL *et al.* « Separating Myth from Reality in the BRICs Theory », in « How Solid are the BRICs ? », *op. cit.* 2005, p. 3.

(36) Jim O'NEILL : « Do the BRICs Need Replastering ? », Goldman Sachs Asset Management, *Viewpoint*, 2 juin 2012.

(37) Jairam RAMESH : *Making Sense of Chindia. Reflections on China and India*. New Delhi, India Research Press, 2005.

(38) Elizabeth ECONOMY & Adam SEGAL : « The G2 Mirage », *Foreign Affairs*, Mai-Juin 2009. Geoffrey Garrett : G2 in G20 : « China, the United States and the World after the Global Crisis », *Global Policy*, janvier 2010.

(39) Brahma CHELLANEY : *Asian JUGGERNAUT. The Rise of China, India and Japan*, New Delhi, HarperCollins India, 2006 ; Kishore Mahbubani : *The New Asian Hemisphere : The Irresistible Shift of Global Power to the East*, New York, Public Affairs, 2008 (*Le Défi asiatique*, Fayard, 2008).

(40) Daniel TWINING : « Not a Chinese Century, an Indo-American One », *Global Asia*, Vol. 6, n° 1, 2011.

improbables. Doit-on vraiment voir les BRIC comme désunis ou, au contraire, en cohésion croissante (41) ; ou faut-il considérer que « *l'Inde se sent plus à l'aise au sein de l'IBAS* » qu'au sein des BRICS pour faire face aux défis des pays en développement (42) ?

La pluralité des options ouvertes conditionne en réalité la posture indienne, qui entend jouer de toutes les opportunités au service de ses intérêts stratégiques, c'est-à-dire de ce qui sert aussi bien sa croissance économique que sa souveraineté nationale. Dans ce contexte, comme un colloque à New Delhi l'a rappelé en 2012, il s'agit bien de « *négocier les marges de gouvernance* » dans un monde qui devient multipolaire. Les défis mondiaux sont contextualisés à la lumière d'impératifs nationaux et l'avenir se joue à la table de négociation (43). Comme forum institutionnalisé, les BRICS offrent dans ce cadre des marges de manœuvre, mais ne sont pour les décideurs indiens qu'un élément d'une stratégie largement pragmatique de lente montée en puissance, quels qu'en soient les paliers ou les aléas. Pour autant, ce que serait à terme une « *Pax Indica [...] promouvant une coexistence coopérative dans la région et dans le monde* » reste encore objet de débats (44).

(41) « How Cohesive are the BRICS » ? Débat avec Gregory Chin, Paris, *Asia Centre memo*, 10 avril 2012.

(42) M.K. BHADRAKUMAR : « IBSA steals a march on BRICS », *Russia & India Report*, 22 déc. 2012.

(43) Asian Forum on Global Governance: *Negotiating Governance in Multipolar World*, Observer Research Foundation, New Delhi, colloque des 24-25 oct. 2012. Compte rendu du 8 novembre.

(44) Shashi THAROOR, *Pax Indica. India and the World of the 21st Century*, Allen Lane, New Delhi, 2012, p. III.

